L'HISTOIRE À L'ÉPREUVE DES CLOISONNEMENTS IDENTITAIRES

Piégée par les conflits de mémoires qui virent aux guerres identitaires, l'histoire scolaire doit réviser son discours afin de préserver son autonomie. Et libérer les élèves d'un ordonnancement binaire où Bien et Mal auraient une couleur.

BENOÎT DROUOT, agrégé d'histoire-géographie

Dans une France plurielle au passé entaché de pages tragiques, l'histoire scolaire[1] a fait droit, à partir des années 1990, aux mémoires des victimes. Gages de reconnaissance autant que « causes particularistes et compétitives[2] », ces mémoires éclatées devinrent le socle des convulsions identitaires dont les espaces médiatique et politique sont désormais saturés. En accédant aux demandes catégorielles, l'histoire scolaire s'est placée sur une ligne de crête. Le risque qu'elle concourt à la validation, voire à la consolidation des assignations racialistes, mérite d'être examiné.

Des représentations du passé qui écrasent le présent

Le souci de « réparer » des mémoires longtemps marginalisées conduisit à repenser la narration historique. Son ajustement aux « identités communautaires supposées[3] » des lycéens fut une des voies retenues : adaptation des programmes aux passés locaux dans les territoires ultramarins, développements plus approfondis sur l'esclavage en France dans les programmes de la filière professionnelle que dans ceux de la filière générale. L'accumulation de séquences (sur Vichy et l'affaire Dreyfus, le génocide arménien, la colonisation et la guerre d'Algérie, l'esclavage…) supposées satisfaire les demandes mémorielles en fut une autre. Avec pour effet d'assujettir l'histoire au « manichéisme purificateur[4] » de la mémoire qui range les acteurs du passé en deux catégories : victimes ou bourreaux. Ces approches ne mettent pas seulement en compétition les souffrances ; culpabilisatrices, elles fabriquent aussi des « Blancs honteux[5] ».

« Le nègre n'est pas. Pas plus que le Blanc », écrivait pourtant Frantz Fanon en 1952. Près de 70 ans plus tard et à rebours de l'« authentique communication[6] » qu'il appelait de ses vœux, nous traversons un moment identitariste générateur de cloisonnements pigmentaires. Contexte délétère qui commande à l'histoire scolaire que les représentations qu'elle produit à partir du passé n'écrasent pas le présent d'élèves prompts à y puiser la confirmation des formules essentialisantes dont bruissent les réseaux sociaux.

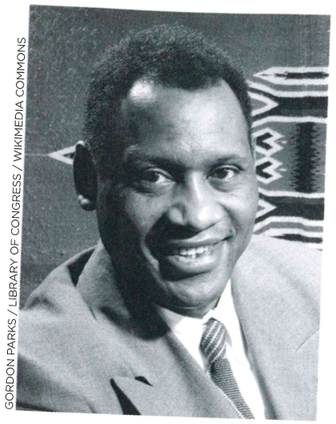
Or quand dans les programmes le corps noir est presque exclusivement référé à l'esclavage (et réciproquement), l'assujettissement, la pauvreté, et le corps blanc à la conquête impérialiste et la violence exterminatrice, on peut craindre que le discours scolaire ne contribue à fixer les identités phénotypiques dans des rôles historiques indépassables, et à perpétuer un ordre socio-racial qu'il prétend combattre. Le défi est alors tout entier dans ces mots de Thomas Chatterton Williams : « (…) reconnaître l'importance sous-jacente des groupes identitaires dont on hérite, tout en s'efforçant d'atténuer, et non de renforcer, la mesure dans laquelle nous laissons ces identités nous définir[7] ». Surmonter ce défi suppose que le récit historique ne se laisse plus déborder par les inclinations tranchantes de la mémoire militante. L'histoire apprend du passé ; la mémoire y vit et s'y claquemure parfois. L'histoire scolaire doit réinvestir son propre terrain, consentir à la transmission d'une réalité complexe où la distribution des vices et des vertus ne recoupe pas strictement les lignes de couleur.

"Rétablir l'histoire dans sa mission requiert que l'esclavage soit redimensionné à une échelle plus globale."

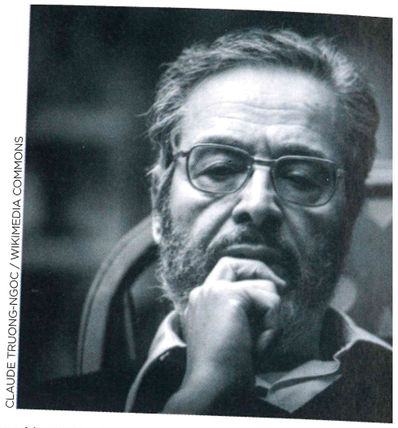
Redimensionner l'esclavage à une échelle plus globale

Le discours scolaire sur l'esclavage est emblématique de cet enjeu. Tirant pour une large part sa légitimité du concept juridique de crime contre l'humanité inscrit dans la loi Taubira (2001) et censé éclairer la genèse du racisme ainsi que son obstination à ne pas s'effacer, il devint le support à une éducation morale écrite en noir et blanc. Au risque d'étouffer toute forme de complexité et de nuance, et de faire résonner dans l'espace scolaire la cause de l'essentialisme ghettoïsant.

Rétablir l'histoire dans sa mission requiert que l'esclavage soit redimensionné à une échelle plus globale. Son histoire ne débuta pas avec le franchissement des océans par les Européens au tournant du XVI[e] siècle ; pas davantage celle de l'esclavage d'Africains subsahariens, du reste. Des esclaves sont attestés dans de nombreuses sociétés sur tous les continents. Chez les Égyptiens, les Grecs, les Romains, les Berbères, les Arabes, les Africains, comme les Européens, durant l'Antiquité et le Moyen Âge l'esclavage « se conjuguait déjà avec l'altérité[8] » : l'esclave était l'étranger, habitant d'une autre terre, fidèle d'un autre dieu.


GORDON PARKS / LIBRARY OF CONGRESS / WIKIMEDIA COMMONS


WIKIMEDIA COMMONS


CLAUDE TRUONG-NGOC / WIKIMEDIA COMMONS

L'artiste Paul Robeson (1898-1976), le politique Gaston Monnerville (1897-1991) et l'intellectuel Albert Memmi (1920-2020) portèrent la couleur, non de leur épiderme, mais de l'universalisme et « des combats contre toutes les oppressions », mais ils sont absents des cursus scolaires.

"L'enseignement doit forger un savoir commun qui délie les corps et les esprits d'aujourd'hui d'une histoire passée au tamis d'un ordonnancement binaire selon lequel Bien et Mal auraient une couleur."

La suggestion ne vise pas à atténuer la réalité aussi irréfutable qu'encombrante de la traite atlantique en la noyant dans une perspective plus vaste. Elle entend suggérer une histoire plus ouverte à la diversité des configurations historiques esclavagistes (traite interne à l'Afrique, traite arabo-musulmane notamment) que justifie plus que jamais la pluralité de notre jeunesse ; et articuler ces histoires pour forger un savoir commun qui délie les corps et les esprits d'aujourd'hui d'une histoire passée au tamis d'un ordonnancement binaire selon lequel Bien et Mal auraient une couleur.

Démystification des identités de couleur

L'examen de figures qui déjouent les gangues mystificatrices du militantisme identitaire contestant aux individus « la faculté (ou le droit) de ne pas correspondre aux stéréotypes qui leur sont attribués[9] » est une voie de la réassurance de l'histoire scolaire. « Ma peau noire n'est pas dépositaire de valeurs spécifiques[10] », proclamait Frantz Fanon. La blanche, pas davantage. Ibn Khaldoun (1332-1406), Ibn Battūta (1304-1377), Ousmane Dan Fodio (1754-1817) et Toussaint Louverture (1743-1803) avaient les couleurs des victimes ; les deux premiers n'en jugeaient pas moins inférieure la culture « nègre », le troisième réduisit en esclavage des peuples entiers, le dernier posséda plantation et esclaves. La couleur de la culpabilité d'Antonio de Montesinos (1475-1540), de Francisco de Vitoria (1483-1546), d'Épiphane de Moirans (1644-1689), de Condorcet (1743-1794), d'Olympe de Gouges (1748-1793) ou de John Brown (1800-1859) ne les empêcha pas de s'élever, au prix de la relégation voire de la peine capitale, contre la réduction en esclavage des Amérindiens et des Africains au nom de leur humanité. L'Histoire est jalonnée de ces personnages qui portèrent la couleur, non de leur épiderme, mais de l'universalisme et « des combats contre toutes les oppressions », comme l'intellectuel Albert Memmi (1920-2020), le politique Gaston Monnerville (1897-1991) ou l'artiste Paul Robeson (1898-1976). Ils sont absents des cursus scolaires.

Il ne s'agit pas de feindre d'ignorer que les lignes de couleur ont servi à diviser l'humanité entre « races supérieures » et « races inférieures ». Il est question de faire réfléchir à la manière dont ces identités de couleur ont été construites, par qui et au nom de quelles valeurs elles furent combattues, non pour perpétuer l'assignation au nuancier épidermique, mais précisément pour s'en débarrasser. « La pureté est toujours un mensonge[11] », écrit Thomas Chatterton Williams. L'Histoire nous enseigne que l'idéal universaliste est la seule voie qui l'empêchera de redevenir un projet politique. L'histoire scolaire doit renouveler son discours si elle veut en convaincre ceux qui sont, d'ores et déjà, demain. ◆

1. On parle ici de l'Histoire telle qu'elle doit être enseignée selon les programmes.
2. Sarah Gensburger et Sandrine Lefranc, *À quoi servent les politiques de mémoire ?*, SciencesPo, 2017, p. 152.
3. Marie-Albane de Surmeain et Éric Mesnard, « Enseigner l'histoire des traites, des esclavages et de leurs abolitions, mutations et ambiguïtés sensibles dans une discipline scolaire », *Diasporas*, n° 21, 2013, pp. 215-232.
4. Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Seuil, 1996, p. 306.
5. Tania de Montaigne, *L'Assignation*, Grasset, 2018, p. 73.
6. Frantz Fanon, *Peau noire, masques blancs*, Seuil, 1952, p. 225.
7. Thomas Chatterton Williams, *Autoportrait en noir et blanc*, Grasset, 2021, p. 105.
8. Catherine Coquery-Vidrovitch, « Esclavages et traites africaines », *RevueAlarmer*, mis en ligne le 26 février 2021.
9. Jean-Frédéric Schaub, *Pour une histoire politique de la race*, Seuil, 2015, p. 19.
10. Franz Fanon, *op. cit.*, p. 221.
11. Thomas Chatterton Williams, *op. cit.*, p. 46.